

## **RAPPORT ANNUEL CONCERNANT LE TRAVAIL FORCÉ DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT CANADIENNES**

**ATTENDU QUE** la *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement*, LC 2023, ch.9 (ci-après «Loi») est entrée en vigueur ;

**ATTENDU QUE** la ou les entités ci-dessous identifiées, sont susceptibles d'être assujetties à cette Loi notamment à l'obligation de produire et publier un rapport tel que prescrit ;

**ATTENDU QU'** afin de respecter leurs nouvelles obligations, les dirigeants des entités ci-après désignées déclarent les informations suivantes :

Identification groupe d'entités déposant un rapport conjoint : *Le Prohon & Als*

Date du rapport initial : *27 mai 2024*

Date de la dernière révision : *s/o*

### **A. IDENTIFICATION DU DÉCLARANT**

#### **1. Lequel des éléments suivants est visé par ce rapport?**

Réponse : *Entité*

#### **2. Nom légal de l'entité déclarante :**

Réponse : *Leprohon inc.*

#### **3. Exercice financier visé par le rapport :**

Réponse : *Décembre 2023*

#### **4. S'agit-il d'une version révisée d'un rapport déjà soumis pour cette année de déclaration?**

Réponse : *Non*

##### **4.1 Si oui, indiquez la date à laquelle le rapport initial a été soumis.**

Réponse : N/A

**4.2 Décrivez les modifications apportées au rapport original. Indiquez également les questions ou les sections qui ont été révisées (limite de 1 500 caractères).**

Réponse : N/A

**5. Pour les entités seulement : Numéro d'entreprise**

Réponse : *Leprohon inc. NEQ : 1143419779*

**6. Pour les entités seulement : S'agit-il d'un rapport conjoint?**

Réponse : *Oui*

**6.1 \*Si oui, indiquez le nom légal de chaque entité visée par le présent rapport. (Obligatoire)**

Réponse : *Leprohon inc.*

*Leprohon Réfrigération inc.*

*Muller inc.*

*Ventilex inc.*

*Maître Celsius inc.*

**6.2 Indiquez le ou les numéros d'entreprise de chaque entité visée par le présent rapport**

Réponse : *Leprohon inc. NEQ : 1143419779*

*Leprohon Réfrigération inc. NEQ : 1173419921*

*Muller inc. NEQ : 1162129861*

*Ventilex inc.*

*NEQ : 1174280124*

*Maître Celsius inc.*

*NEQ : 1172731284*

**7. Pour les entités seulement : \*L'entité est-elle également assujettie aux exigences de déclaration en vertu d'une loi sur la chaîne d'approvisionnement dans une autre administration?**

Réponse : *Non*

**7.1 \*Si oui, indiquez la ou les lois applicables. Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse : *N/A*

**8. Pour les entités seulement : \*Laquelle des catégories suivantes s'applique à l'entité? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse :

✓ *Présence commerciale canadienne :*

- ✓ *A une entreprise au Canada*
- ✓ *Fait des affaires au Canada*
- ✓ *A des actifs au Canada*

✓ *Répond aux seuils liés à la taille :*

- ✓ *A au moins 20 millions de dollars d'actifs pour au moins l'un de ses deux derniers exercices financiers*
- ✓ *A généré au moins 40 millions de dollars de recettes pour au moins un de ses deux derniers exercices financiers*
- ✓ *Emploie en moyenne au moins 250 employés pour au moins un de ses deux derniers exercices financiers.*

**9. Pour les entités seulement : Dans quels secteurs ou industries l'entité exerce-t-elle ses activités? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse :

- *Construction*
- *Services professionnels-et techniques*
- *Services administratifs, services de soutien*

- *Gestion de personnel et de flotte de véhicule*

**10. Pour les entités seulement : Dans quel pays l'entité a-t-elle son siège ou son siège principal?**

Réponse : *Canada*

**10.1 Si Canada : \*Dans quelle province ou territoire l'entité a-t-elle son siège ou son siège principal?**

Réponse : *Québec*

**11. Pour les entités seulement : \*S'agit-il d'un rapport pour une société d'État fédérale ou une filiale d'une société d'État fédérale?**

Réponse : *Non*

**11.1 \*Si oui, dans quels secteurs ou industries la société d'État ou la filiale exerce-t-elle ses activités? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse : *N/A*

**11.2 \*Dans l'affirmative, dans quelle province ou quel territoire la société d'État ou la filiale a-t-elle son siège social ou son siège social principal?**

Réponse : *N/A*

## **B. RAPPORT ANNUEL**

**1. Quelles mesures l'entité a-t-elle prises au cours du dernier exercice pour prévenir et atténuer le risque relatif au recours au travail forcé ou au travail des enfants à l'une ou l'autre étape de la production de marchandises par l'entité — au Canada ou ailleurs — ou de leur importation au Canada? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse :

- *Activités de cartographie des chaînes d'approvisionnement*

- Réalisation d'une évaluation interne des risques du travail forcé et/ou du travail des enfants dans les activités et les chaînes d'approvisionnement de l'organisation (En cours)
- Renseignements non disponibles pour cette période de rapport
- Autre, veuillez préciser **LE PLAN D'ACTION EST EN COURS D'ÉLABORATION**

**2. Veuillez fournir des renseignements supplémentaires sur les mesures prises (limite de 1 500 caractères).**

Le plan d'action est en cours de préparation et sera établi et précisé en fonction des risques identifiés, s'il y a lieu. Pour le moment, aucun risque n'a été identifié.

**3. Lequel des éléments suivants décrit exactement la structure de l'entité?**

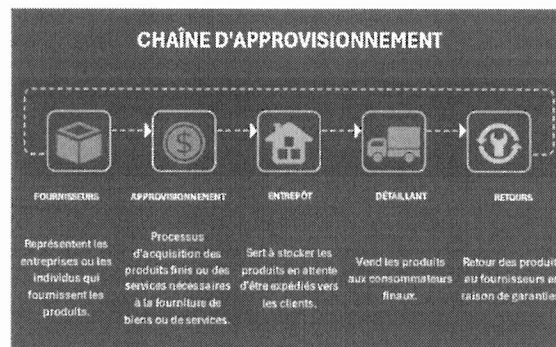
Réponse : *Personne morale*

**4. Lequel des éléments suivants décrit exactement les activités de l'entité? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse :

- *Vente de marchandises au Canada*
- *Importation au Canada de marchandises produites à l'étranger*

**5. Veuillez fournir des renseignements supplémentaires sur la structure, les activités et les chaînes d'approvisionnement de l'organisation (limite de 1 500 caractères).**



**6. L'organisation a-t-elle actuellement des politiques et des processus de diligence raisonnable en matière de travail forcé et/ou de travail des enfants?**

Réponse : *Non, toutefois la première Politique est en cours de préparation. Une version préliminaire fait actuellement l'objet de discussions.*

**6.1 Dans l'affirmative, lequel des éléments suivants du processus de diligence raisonnable l'organisation a-t-elle mis en œuvre en ce qui concerne le travail forcé et/ou le travail des enfants ? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse : N/A

**7. Veuillez fournir des renseignements supplémentaires sur les politiques et les processus de diligence raisonnable de l'organisation en matière de travail forcé et de travail des enfants (limite de 1 500 caractères)**

*La première Politique est en cours de préparation. Une version préliminaire fait l'objet de discussions. Des clauses sont également en rédaction afin d'être ajoutées aux documents contractuels.*

**8. L'organisation a-t-elle déterminé des éléments de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement qui comportent un risque de travail forcé ou de travail des enfants?**

Réponse :

- *Oui, nous avons commencé le processus de détermination des risques, mais il y a encore des lacunes dans nos évaluations:*

**8.1 Dans l'affirmative, l'organisation a-t-elle déterminé les risques de travail forcé ou de travail des enfants liés à l'un des aspects suivants de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse :

- ✓ *Utilisation du travail forcé*
- ✓ *Utilisation du travail des enfants*

**9. L'organisation a-t-elle déterminé les risques liés au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement dans l'un des secteurs et industries suivants? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse :

✓ Construction (EN COURS)

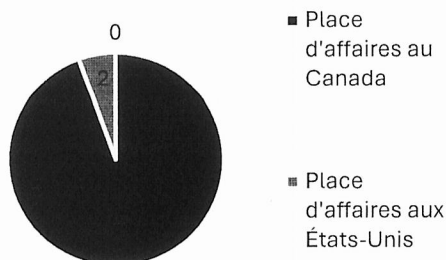
**10. Veuillez fournir des renseignements supplémentaires sur les éléments des activités et des chaînes d'approvisionnement de l'organisation qui comportent un risque de travail forcé ou de travail des enfants, ainsi que sur les mesures prises par l'organisation pour évaluer et gérer ce risque (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).**

*Aucun risque n'a encore été identifié. Toutefois, l'aspect suivant de la chaîne d'approvisionnement serait préliminairement identifié comme étant le plus susceptible de comporter des risques :*

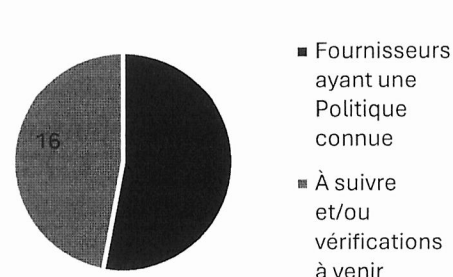
*COMPOSANTES INTERNES DES ÉQUIPEMENTS DISTRIBUÉS PAR DES FOURNISSEURS ET FABRIQUÉS/ASSEMBLÉS PAR D'AUTRES.*

*L'entreprise est actuellement à valider si des démarches d'identification des risques ont été faites par les principaux fournisseurs :*

**Fournisseurs  
matériel, équipements  
et pièces >100k\$/an**  
(Représentent plus de 60%  
des achats effectués  
annuellement)



**Fournisseurs  
matériel, équipements  
et pièces >100k\$/an**  
(Représentent plus de 60%  
des achats effectués  
annuellement)



**11. L'organisation a-t-elle pris des mesures pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement?**

Réponse :

- *Sans objet, nous n'avons identifié aucun travail forcé ou travail des enfants dans nos activités et nos chaînes d'approvisionnement.*

**11.1 Dans l'affirmative, quelles mesures correctives l'organisation a-t-elle prises? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

Réponse : N/A

**12. Veuillez fournir des informations supplémentaires sur les mesures que l'organisation a prises pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).**

*L'analyse est toujours en cours.*

*L'entreprise n'a pas recours au travail forcé ni au travail des enfants.*

*Aucun travail forcé n'a été identifié pour le moment dans sa chaîne d'approvisionnement.*

*Advenant que du travail forcé soit identifié, des mesures seront prises, conformément à la Politique.*

**13. L'organisation a-t-elle pris des mesures pour remédier aux pertes de revenus des familles les plus vulnérables engendrées par une mesure visant à éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans le cadre de ses activités et dans ses chaînes d'approvisionnement?**

Réponse :

- *Sans objet, nous avons déterminé aucune perte de revenu pour les familles vulnérables résultant des mesures prises pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans nos activités et nos chaînes d'approvisionnement.*



**14. Veuillez fournir des renseignements supplémentaires sur les mesures que l'organisation a prises pour remédier à la perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).**

*Aucun travail forcé ni travail d'enfant n'a été identifié à ce jour. Analyse est toujours en cours.*

**15. \*L'organisation offre-t-elle actuellement une formation aux employés sur le travail forcé et/ou le travail des enfants?**

Réponse : *Non*

**15.1 Dans l'affirmative, la formation est-elle obligatoire?**

Réponse : *N/A*

**16. Veuillez fournir des renseignements supplémentaires sur la formation que l'organisation offre aux employés sur le travail forcé et le travail des enfants (le cas échéant). (limite de 1 500 caractères).**

*Le cadre formatif est en développement. Le département des Ressources Humaines est actuellement à la recherche de formations qui pourraient être dispensées par des tiers sur le sujet. Les groupes d'employés à qui cette formation serait destinée seront identifiés selon le plan de formation offert.*

**17. L'organisation a-t-elle actuellement des politiques et des procédures pour évaluer son efficacité à s'assurer que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement?**

Réponse : *Non*

**17.1 Dans l'affirmative, quelle méthode l'organisation utilise-t-elle pour évaluer son efficacité? Sélectionnez tout ce qui s'applique.**

• Réponse : *N/A*


18. Veuillez fournir des renseignements supplémentaires sur la façon dont l'organisation évalue son efficacité pour s'assurer que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement (le cas échéant). (limite de 1 500 caractères).

*Les méthodes d'évaluation seront déterminées suivant la complétion de l'analyse de risques.*

### ATTESTATION

Ce 27 mai 2024, nous, soussignés, dirigeants dûment autorisés, avons pris connaissance du présent Rapport et attestons que les informations qu'il contient sont justes et exactes, au meilleur de notre connaissance.

**Et nous avons signé :**



Véronique Le Prohon



Guillaume Le Prohon